Monsieur Le Préfet,

Mesdames, Messieurs les parlementaires

Madame, Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Je voudrais tout d'abord vous remercier pour votre présence nombreuse ce matin, et saluer votre participation active, riche, passionnée parfois, aux travaux et aux échanges que nous venons d'avoir,

Remercier les collègues qui ont accepté de participer à la table ronde, remercier les animateurs, Eric De Grandmaison et Serge Danilo, remercier Jérôme Fourquet, à la fois pour la qualité et la pertinence de son analyse, mais aussi pour la spontanéité, la franchise, qui a été la sienne dans les échanges qu'il a eus avec vous.

C'est vrai qu'en choisissant comme support de débat, l'évolution de notre territoire au travers de l'analyse du suffrage universel, nous pressentions que les échanges seraient animés.

Ils l'ont été, et j'ai envie de dire tant mieux !

Tant mieux, parce qu'ils expriment d'abord la passion de l'engagement des élus locaux pour leur mission, pour leur commune et pour leur territoire.

Et tant mieux parce qu'ils expriment aussi la diversité et la complexité des enjeux auxquels nous avons à faire.

Les échanges de ce matin l'ont montré. Le sujet est vaste, qu'il s'agisse de démographie médicale, de ruralité, d'accès aux services, d'éducation, de finances…

Et donc, plutôt que de conclure nos travaux par une synthèse nécessairement imparfaite, je voudrai revenir sur quelques sujets qui me semblent être au centre de nos discussions.

Nous l'avons évoqué, depuis près de 10 ans maintenant, nos collectivités ont été soumises à des modifications incessantes de leurs structures et de leurs compétences, obligeant les élus à consacrer un temps considérable aux questions d'organisation, de réglementations, d'économies.

Nos collectivités ont, dans le même temps, subies une réduction importante, continue, éprouvante, des dotations d l'Etat, tout en supportant des transferts

successifs de couts et de compétences diverses (rythme scolaire, droit des sols, état civil…)

Enfin, elles ont dû appliquer, mettre en œuvre, une succession de normes nouvelles, en dépit des promesses successives de moratoire, qui deviennent caduques le lendemain même de leur annonce.

A tel point d'ailleurs « qu'au royaume des normes » ou nous sommes arrivés, à l'heure d'un projet, quel qu'il soit, dans une commune ou une intercommunalité, la question que nous nous posons est moins « comment réaliser cet équipement », mais plutôt « qu'est-ce que les règles nous permettent de faire ».

Enfin, et en parallèle, deux grandes tendances institutionnelles se sont dessinées durant cette période.

La montée en puissance des grandes agglomérations et des métropoles

Et le nouveau rôle dévolu aux régions, dotées de compétences renforcées, et agissant pour plusieurs d'entre elles dans des périmètres élargis.

Ces évolutions, profondes, au cours des années passées, personne ne les conteste.

Sont-elles toutes positives ? Bien sûr que non.

Faut-il les condamner en bloc et tout jeter par-dessus bord ? Non plus.

Les élus locaux ne sont pas des adeptes forcenés du statu quo et de l'immobilisme

Nous avons parfaitement intégré la nécessité de s'adapter aux contraintes de notre temps, de se réformer, de s'organiser différemment dans un environnement plus contraint, il suffit, par exemple, de regarder la réussite des processus de communes nouvelles, …

Malgré tout, et en dépit de ce mouvement que j'évoquais, c'est en vérité d'une certaine méthode, d'une certaine manière d'agir dont nous ne voulons plus,

Une manière ou les élus ont le sentiment d'être finalement considérés comme de simples curseurs, des curseurs que l'on ajuste et que l'on règle en fonction des priorités du moment, ou la vie locale se résume trop a de la technique administrative, et ou l'élu est un gestionnaire et un réducteur de cout.

C'est ce ressenti, combiné à ces évolutions, qui conduit certains à s'interroger sur le rôle et la place des communes, du milieu rural et péri-urbain, des bourgs centres,

des communes petites et moyennes, qui constituent pourtant, pour nos concitoyens, des éléments forts d'identité et de vie quotidienne.

Au fond, ces mouvements et ces réformes que j'évoquais, ont été marqués par des approches trop strictement techniques, comptables et désincarnées des structures territoriales, considérant parfois mal les réalités et les aspirations,

Ou les habitants peuvent se sentir « à côté » de l'histoire et où ils ont le sentiment, qu'au-delà de leur territoire, ce sont leurs repères qu'ils ne sentent plus pris en compte par le Politique.

C'est cette fracture, directement ressentie, qui s'est exprimée à l'occasion des scrutins que nous évoquions.

Et dans ce contexte, ce que nous demandons, ce que nous souhaitons est finalement assez simple.

C'est d'être en capacité de retisser les liens qui se détendent ou se défont ici ou là.

Et, pour cela, nous avons besoin de liberté, nous avons besoin de stabilité, de confiance, et j'ajouterai de respect.

A cet égard, les premiers mois du nouvel 'exécutif n'incitent guère à l'optimisme, mais au minimum à la prudence.

Pour tout dire, ces premiers mois donnent le sentiment d'un pouvoir qui n'aime pas, ou qui, tout du moins, connait mal les élus locaux.

Qui ne les considère pas comme des partenaires, comme des acteurs de confiance et de proximité, mais encore une fois comme des variables d'ajustement.

Certes, les premiers mois ont été positifs et encourageants, engageant à la concertation et à la transparence, mais très vite les figures imposées, parfois improvisées ou mal préparées, ont repris le dessus.

Qu'il s'agisse de la réforme de la taxe d'habitation, qui gèle l'autonomie fiscale, avec le risque de voir ce dégrèvement figé, se transformer en dotation, avant de commencer à se réduire, ou à être conditionné à de nouveaux critères.

Qu'il s'agisse de la réduction brutale des emplois aides, que l'on nous vendait encore à tour de bras il y encore quelques mois, alors que nous aurions pu être ouvert à une réduction concertée, qui prenne en mesure la réalité des situations, des pratiques et les résultats des différentes collectivités,

Qu'il s'agisse de l'objectif de réduction de 13Milliards d'euros d'économies, par rapport aux prévisions de dépenses de fonctionnement des collectivités prévues pour 2022, avec des questions en suspens concernant le mode de mise en œuvre

Et alors même que les dépenses de fonctionnement, qui sont pointées du doigt, sont d'abord la traduction budgétaire du financement des services publics à la population,

Qu'il s'agisse enfin de la réduction du nombre d'élus locaux, alors que 450 000 d'entre eux sont bénévoles, et que l'on peut se demander qui finira par faire le travail dans les petites communes quand on aura réduit à la fois les effectifs territoriaux et le nombre d'élus…

Tout cela augure en vérité assez mal des relations entre les territoires et le pouvoir central, alors que personne ne sort jamais gagnant d'une politique qui ne repose pas sur un certain degré de confiance.

Il faut le dire clairement, si nous sommes ouverts à des ajustements pragmatiques, à des clarifications, nous dénoncerons tout nouveau big-bang territorial,

Nous ne voulons plus de transfert de compétence qui n'aura pas été concerté et fait l'objet d'une réelle étude d'impact, transparente et partagée.

Nous défendrons la mise en œuvre - enfin, car on annonce beaucoup de choses, mais on ne parle pas de cela – d'un nouveau statut de l'élu, à un moment où il faut prendre garde à la lassitude d'un grand nombre d'élus, après les bouleversements des dernières années et au sentiment de certains conseils municipaux d'être parfois « en dehors ».

A l'occasion de la conférence nationale des territoires, en juillet dernier, le président de la République et le Premier ministre avaient donné le sentiment de vouloir construire des relations de confiance avec les collectivités locales, malheureusement cette volonté ne semble avoir été qu'un feu de paille.

La volonté jacobine donne le sentiment de vouloir reprendre le dessus, l'Etat semble vouloir recentraliser, alors qu'il n'a plus les moyens de tout administrer.

Au lieu de cela, ce que nous demandons, c'est la mise en œuvre d'un vrai pacte girondin, basé sur la confiance, qui retisse les liens entre l'Etat et les élus locaux.

Retisser les liens, c'est répondre à l'expression électorale dont nous parlions, c'est, je l'ai dit, redonner aux élus de la stabilité, de la clarté, de la confiance,

C'est redonner aux collectivités et au bloc communal de la liberté

De la liberté et de la souplesse pour expérimenter les dispositifs, les idées, les organisations qui seront les mieux adaptés à nos territoires et population

De la liberté pour que nous redevenions en capacité nous, élus, de réinvestir davantage ce qui est aussi le cœur de notre mission : c'est-à-dire se projeter, imaginer, innover, et mettre en pratique sur tous ces nouveaux enjeux (mobilité, santé, numérique) plutôt que passer notre temps à compter ou à travailler à nos organisations ou au fonctionnement de nos structures

De la liberté, enfin, pour porter cette idée qui nous anime et qui nous a fait nous engager : c'est à dire la volonté de servir notre territoire, mais aussi de donner de l'espoir et de l'optimisme à nos concitoyens pour qu'ensemble, avec eux, nous puissions écrire notre histoire, l'histoire de nos territoires, l'histoire de nos communautés humaines parce que ce sont elles qui ont fait et qui continuerons à faire la grande histoire de notre pays.

Au fond, si je devais conclure en une seule phrase, je dirais simplement laissez-nous respirer, laisser respirer les territoires de la république !

Voilà, mes chers collègues, les quelques propos de conclusion après nos débats et cette table ronde,

Je céderai, dans quelques instants, la parole à Monsieur le Préfet qui a accepté de clore notre matinée, et je l'en remercie

Mais je voudrai auparavant, offrir la parole à notre nouvelle Présidente de Région, Christelle Morançais, que je félicite une nouvelle fois, et qui tenait à être avec nous ce matin pour sa première manifestation officielle,

Ma chère Christelle, merci pour ta présence, et je t'invite à nous rejoindre.